

BOUCHAKOUR, COORDONNATEUR D'EVALDZ

réforme urgente pour le pays»

Malheureusement, la perception largement dominante est tout autre. L'évaluation est assimilée tantôt à des opérations d'inspection, d'audit ou de bilan d'exécution de pure formalité routinière, tantôt à des exercices de rhétorique préfabriqués pour pouvoir justifier des décisions déjà arrêtées, tantôt à des opérations d'investigation inquisitoires montées de toutes pièces pour prendre en défaut des gestionnaires placés dans le collimateur des pouvoirs publics. Ceci reproduit une image pauvre de l'évaluation et génère des attitudes de méfiance et de rejet qui entretiennent le statu quo. Notre plaidoyer aura pour objectif de la rétablir dans son image noble et d'en faire ressortir les avantages et les vertus, sans omettre pour autant d'attirer l'attention sur ses limites et ses risques.

Lesquels par exemple ?

Ce serait trop long à développer ici. Retenons que l'évaluation n'est ni une panacée car elle ne règle pas tout ni un exercice technique politiquement neutre. Un de ses biais les plus virulents est lié à l'influence de l'idéologie néolibérale qui imprègne subtilement mais assez fortement «la discipline» de l'évaluation. En ce qui nous concerne, en plaidant pour l'EPP, nous défendons sa mise au service du développement durable et non pas son instrumentalisation néolibérale.

Quid de votre contribution au développement des capacités nationales en matière d'évaluation ?

Ce volet sera également tourné vers la demande et vers l'offre. Nous comptons entreprendre la promotion du métier et de la profession d'évaluateur pour faire émerger une offre massive d'évaluateurs de qualité. Pour le métier, ceci consiste à diffuser les règles de l'art, à savoir les connaissances conceptuelles et techniques sur les méthodes et outils nécessaires à la bonne préparation et à la conduite irréprochable d'une mission d'évaluation. Cet axe consistera à développer des programmes de formation, de perfectionnement et de recyclage des évaluateurs. Quant à l'axe de la promotion professionnelle, il renvoie à un travail d'encadrement de l'exercice du métier



Mohamed Bouchakour.

par la diffusion des règles de déontologie et une charte d'éthique auxquelles les évaluateurs seront appelés à adhérer, par la préconisation de dispositions contractuelles standardisées pour les missions d'évaluation, et enfin par la mise en place de la certification des évaluateurs. Le couronnement de la promotion du métier et de la profession reste pour nous la certification de l'évaluateur, un de nos projets phares prioritaires.

Du côté de la demande, il est également nécessaire que les parties prenantes institutionnelles soient en mesure de commander en toute connaissance de cause des missions d'évaluation, de se prononcer de manière éclairée sur la très délicate question des termes de références, d'assurer de manière rigoureuse le pilotage et la supervision de ces missions, d'en valider avec rigueur les étapes, les produits intermédiaires et le produit final, d'apprécier l'usage approprié à réserver aux conclusions et recommandations, etc. Pour cela, elles doivent accéder aux savoirs, connaissances et compétences indispensables à l'accomplissement de leurs rôles et prérogatives de donneur d'ordre et de maître d'œuvre. Nous ne comptons pas du tout nous substituer aux pouvoirs publics, mais nous

organiserons des rencontres et des formations qui seront également ouvertes aux institutions publiques qui souhaiteraient profiter des expertises que nous mobiliserons.

Ainsi, nos activités consisteront principalement à initier des séminaires, ateliers, colloques, tables rondes pour l'information et la sensibilisation, à organiser des sessions de formation-perfectionnement, et à proposer des accompagnements allant dans le sens de l'émergence d'une demande large et avertie et d'une offre massive et de qualité. Nous envisageons aussi de développer des partenariats avec les universités, écoles, instituts, centres de recherche intéressés et concernés par les questions d'évaluation et du développement durable. Un autre axe d'activité sera de contribuer au débat et à la diffusion des résultats des travaux d'évaluation rendus publics, que ce soit en Algérie ou à travers le monde. Et bien entendu, nous nous efforcerons de représenter honorablement le pays auprès des nombreux réseaux et associations professionnels homologues à travers le monde.

Nous avons également l'intention de lancer un site web qui sera mis au service du plaidoyer et du développement des capacités, tout en servant d'espace

d'échange ouvert autour de l'évaluation appliquée aux politiques publiques et au développement durable.

Vous touchez à un domaine très sensible qui met en cause la gouvernance publique en vigueur. Pensez-vous réellement que dans le contexte antidémocratique actuel, vous pourrez mener vos activités librement ?

En déposant une demande d'agrément comme association nationale, nous avons fait notre part de chemin vers l'Administration. Le traitement du dossier prendra maintenant le temps qu'il faudra. Nous n'en ferons pas une idée fixe au point de consacrer notre énergie à un plaidoyer pour... l'obtention d'un agrément ministériel !

Sur le fond, le point que vous soulevez ici n'est pas seulement une question de contexte démocratique. Beaucoup de pays en développement — dont on ne peut pas dire qu'ils sont vraiment des exemples de démocraties à suivre — ont vu l'émergence de réseaux sur l'évaluation émanant de la société civile. Des pays arabes, des pays de l'Afrique subsaharienne et d'autres nous ont précédés sur cette voie. Leurs Etats admettent et reconnaissent officiellement de tels réseaux et les conçoivent comme des espaces de dialogue constructif où experts indépendants et représentants institutionnels échangent et débattent des questions d'évaluation.

L'Association africaine d'évaluation compte 44 réseaux associatifs nationaux. EvalMena, qui nous a reconnu dès la tenue de l'assemblée générale constitutive de notre association, le 23 avril 2016, regroupe les réseaux associatifs de 7 pays : le Liban, la Jordanie, la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

La différence marquante entre tous ces pays arabes et africains et le nôtre réside dans la prise de conscience que le passage à une nouvelle gouvernance est nécessaire, et dans l'acception que celle-ci repose notamment sur l'institutionnalisation de l'évaluation et sur la reconnaissance de la société civile comme acteur et partenaire clé. De ce point de vue, notre demande d'agrément peut servir de test.

M. B.

EvalDZ : une initiative de la société civile

EvalDZ a été lancé en 2015, à l'initiative d'un collectif d'une dizaine d'experts et universitaires algériens. Le signal que le moment était venu leur est parvenu de l'agenda tracé par le système des Nations unies pour la période 2016-2030, un agenda auquel l'Algérie a activement participé et dont elle est une partie prenante active. Il s'agit de la poursuite d'un package de 17 objectifs de développement durable (ODD), selon une démarche qui met fortement l'accent sur l'impérieuse nécessité de l'évaluation et du rôle actif de la société civile. Le 20 octobre 2015, s'est tenue à Alger une journée d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'évaluation, organisée par le Pnud et le MAE, à laquelle ont assisté quelques experts et universitaires membres du collectif porteur du projet. Toutes les institutions concernées y avaient été conviées.

Le cadre était propice et le moment idéal. L'annonce du lancement d'un réseau algérien pour l'évaluation a été faite. Depuis, deux actions ont été menées.

La première a été de s'ouvrir à toutes les personnes intéressées par le projet. Aujourd'hui, le jeune réseau a

atteint les 80 membres. La deuxième action a été de créer une association nationale.

L'AG constitutive s'est tenue le 23 avril 2016 et le dossier de demande d'agrément a été déposé auprès du ministère de l'Intérieur, le 5 juin 2016. Le délai de réponse légal de 60 jours est aujourd'hui largement dépassé et le dossier est encore à l'étude au niveau du ministère de l'Intérieur.

La composante d'EvalDZ regroupe des femmes et des hommes répartis sur une vingtaine de wilayas couvrant toutes les régions du pays. Ce sont soit des experts en évaluation qui prestent pratiquement à long terme d'année pour des organisations internationales, ici en Algérie, mais aussi à travers le monde, soit des professeurs et chercheurs universitaires versés dans un large éventail de disciplines qui se recoupent avec les différentes thématiques du développement durable.

Pour l'heure, le projet d'association nationale est gelé en attendant l'obtention de son sésame officiel. Seul existe le réseau EvalDZ. Quoiqu'informel, il reste présent en tant qu'espace d'échange convivial.

Ses membres sont prêts à s'impliquer bénévolement dans la promotion de l'évaluation au service du développement durable, et y contribuer dans les limites des initiatives qu'ils seront en mesure de prendre, et des ressources et compétences qu'ils pourront mobiliser.

EvalDZ est apolitique, mais il n'est pas neutre. Ses membres sont sensibles à l'idéal du développement au sens large. Pour éviter les controverses idéologiques stériles autour de ce concept problématique, ils ont convenu que leur référentiel commun était celui du développement durable. Outre son caractère très fédérateur, ce référentiel présente l'immense avantage d'être opérationnel par rapport à la pratique de l'évaluation, car il offre à celle-ci un cadre à la fois structuré et structurant grâce à son dispositif organisé en 17 objectifs déclinés eux-mêmes en 169 cibles (ou sous-objectifs), le tout adossé à une batterie de plus de 240 indicateurs de suivi et d'évaluation.

Contact par email : evaldz2016@gmail.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/EvalDZ>